



CDEN 22 novembre 2016

## «État d'urgence pour l'école !»

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Mesdames, Messieurs,

Dans les écoles et les collèges, la question de la sécurité a dominé la rentrée. Si celle-ci relève d'un souci légitime pour les élèves, les familles et les personnels, elle ne saurait être prétexte à dégrader encore les conditions de travail de ces derniers. Elle revient à confier à certains personnels des rôles et des tâches annexes qui ne sont pas les leurs et des missions qui ne relèvent pas de leur responsabilité.

La FSU déplore que ces préconisations une fois encore dénotent une méconnaissance grave de la réalité du terrain.

Notre responsabilité d'enseignants aujourd'hui est aussi de remettre au centre le rôle de l'Ecole qui apprend aux élèves à refuser l'intolérance, la haine et la violence sous toutes leurs formes.

C'est la raison pour laquelle nous disons aujourd'hui à la ministre de l'Éducation nationale, au gouvernement et aux parlementaires et aux futurs candidats à la présidentielle, que l'une des réponses de la Nation sur le long terme doit être «plus d'école pour mieux d'école» ! Nous ne voulons pas seulement enseigner «les valeurs de la République» à nos élèves, nous voulons former des citoyens éclairés pour demain. L'enjeu est énorme, l'investissement de la Nation doit être à la hauteur.

Malheureusement, à l'heure du bilan de la rentrée, nous sommes loin du compte.

### Dans le 1<sup>er</sup> degré

- De trop nombreuses classes avec des effectifs trop chargés : 32 élèves en élémentaire en triple niveau, 34 voire 35 élèves en maternelle. Et arrêtez Mme l'IA-DASEN de solliciter le café du commerce et de tenir des propos qui discrédite l'Education Nationale, oui il arrive aux élèves d'âge maternelle d'être malades mais ils viennent tout de même à l'école! Il faut ouvrir partout où les repères sont dépassés !

- Le développement des sites bilingues alors même que les enseignants manquent (plus de cinquante contractuels) est une aberration. De plus, au vu du nombre d'élèves quittant le système avant l'heure, l'efficacité du dispositif mériterait à minima d'être interrogée.

- La FSU continue à condamner la réforme des rythmes et à demander la réécriture du décret. Notre administration de tutelle a beau s'évertuer à faire croire le contraire, chaque enseignant de ce pays et chaque élève le savent dans leur chair: cette réforme est désastreuse pour les rythmes de vie. Et ce n'est pas la méthode Coué qui les convaincra du contraire.

Pour couronner l'ensemble, les collègues souffrent chaque jour de savoir qu'ils ne pourront que très difficilement être remplacés. Les équipes, les directeurs, les enfants pâtissent de cette pénurie de remplaçants.

Les collègues en REP+ voient aussi leur temps de décharge fondre un peu plus chaque année, il faudrait créer 20 postes supplémentaires de remplaçants pour que les textes soient respectés dans ces dispositifs dans notre département.

Depuis de trop nombreuses années les chiffres nous permettant de mesurer la situation réelle du terrain nous sont tus. Madame l'Inspectrice d'Académie, allez-vous travailler dans la transparence ?

La FSU prend note de l'augmentation quantitative de la prise en charge des élèves en situation de handicap. Toutefois, la question de la formation et de la qualification des AVS /AESH reste d'actualité. Leur temps de service réduit et leur rémunération ridicule ne leur permettent pas un train de vie raisonnable. Et au final, comme tout se met en place à moyens constants, les élèves arrivent dans des classes chargées dont les enseignants, non formés, feront ce qu'ils pourront. Peut-on considérer qu'il s'agit alors d'une inclusion de qualité ?

De plus à cette rentrée scolaire, la gestion des contrats CUI a été calamiteuse. Par contre Messieurs les politiques ne vous trompez pas de cibles et sachez garder une attitude républicaine quand vous interpellez les personnels!

La FSU vous demande, madame l'Inspectrice d'Académie,

- de créer des postes d'enseignants référents dont la charge de travail explose et à qui on donne pour seule réponse «vous n'avez qu'à participer au mouvement pour changer de poste»,

- d'ouvrir des ULIS et des classes en SEGPA pour que le nombre maximum d'élèves soit appliqué dans tout le département

- de prendre en compte, lors des opérations de carte scolaire à venir, tous ces élèves qui nécessitent une attention très particulière et dont la prise en charge exige beaucoup de temps de préparation, de réunions et d'auto-formation pour les enseignants.

Formation d'ailleurs toujours bafouée. Comme si enseigner n'était pas un métier, comme si la pédagogie se résumait à quelques ficelles, comme si transformer ses pratiques relevait du miracle. La formation continue ce n'est pas non plus vouloir former tous

les professeurs des écoles du département en même temps, au contraire le résultat de cette opération médiatique a eu pour effet de discréditer et instrumentaliser deux chercheurs membres du CNESEO.

Venons-en à la direction d'école.

La simplification des tâches administratives des directrices et directeurs d'école était l'un des engagements du chantier métier «direction d'école». Un an après les annonces ministérielles et malgré la réunion de groupes de travail départementaux, nous constatons que l'engagement de la simplification n'est pas tenu.

Pourtant, dans les écoles, les directrices et directeurs sont soumis à des sollicitations administratives toujours plus lourdes avec des délais toujours plus courts. De plus une cinquantaine d'équipes ont appris la suppression du poste d'aide à la direction de leur école. Au niveau du fond, c'est un déni de la charge de travail des directeurs/trices et c'est aussi contraire aux engagements du ministère en 2013 sur cette question. Au niveau de la forme, nous sommes profondément choqués de voir que certains de ces personnels ont été informés la veille du jour où leur contrat se terminait !

Quelques mots également sur les RASED. Décimés, déstructurés, les réseaux ne sont plus en mesure d'intervenir partout où les élèves ont besoin d'aide. Nos collègues sont condamnés à courir et à saupoudrer les interventions ce qui met à mal leur conscience professionnelle et crée une grande souffrance au travail. Où est passé le discours ministériel sur la relance des RASED ?

### **Dans le 2<sup>nd</sup> degré: impréparation, économie et cacophonie**

- Comme dans le 1<sup>er</sup> degré, la plainte sur les classes surchargées est malheureusement devenue un marronnier. Mais c'est bien la qualité de nos enseignements et des apprentissages de nos élèves qui est en jeu: ils valent mieux que le choix de la politique de restriction budgétaire qui a présidé à la préparation de rentrée. En collège, le seuil de 30 élèves est devenu monnaie courante, et est parfois même dépassé (voir Soultz et Guebwiller); en lycée, on a ouvert en juin des classes en catastrophe, on en a fermé ailleurs pour mieux les remplir partout! Quant aux nouvelles modalités de redoublement et d'orientation, elles fragilisent plus encore les élèves en grande difficulté et la série STMG qui voit ses effectifs bondir.

- Dans les collèges, la rentrée a été marquée par l'entrée en application de la réforme 2016. Deux créations de postes pour les 57 collèges de notre département et aucun poste de CPE: on a vu mieux pour accompagner la mise en place d'une réforme censée améliorer la réussite de tous les élèves! Les professeurs ont passé leur été à refaire les programmes des 4 niveaux, les élèves n'ont pas tous leurs manuels faute d'une dotation suffisante de l'État, les collègues n'ont pas le temps de se concerter pour mettre en place les EPI et l'AP, ils ne savent plus comment évaluer: avec des notes, des couleurs, des croix dans des items ? On leur a promis un livret scolaire unique par compétence et ils ne voient rien venir.

- Toujours dans le cadre de la réforme du collège, un plan de formation au numérique leur est imposé, qui se déroulera a priori en dehors de leur temps de travail, des mercredis après-midi et dans des formations à distance. Mais à quoi bon former les enseignants aux nouvelles technologies si les établissements ne sont pas équipés pour travailler correctement avec les élèves: du matériel informatique insuffisant ou vieillissant, une connexion internet aléatoire, ici une belle vitrine pour la presse avec des tablettes dernier cri et ailleurs des salles informatiques sous-dotées ? La course aux équipements continue, erratique et onéreuse. Pourtant, aucune étude sérieuse ne démontre l'efficacité de ces outils, pas même PISA. Alors, les nouvelles technologies pour panser les maux de l'Education Nationale serait-il le seul horizon que l'on nous propose ? La FSU continuera de se battre pour qu'il en soit autrement.

- En EPS, les motifs d'inquiétude sont très nombreux en cette rentrée : la troisième discipline au collège en termes de volume horaire, a vu ses programmes vidés de toute substance, prenant à contre-pied le travail de concertation du Conseil National des Programmes.

Avec d'autres disciplines, elle se retrouve mise à distance de ses contenus spécifiques, ceux concernant les activités sportives dans le socle étant quasi inexistantes. Comme pour d'autres disciplines elle disparaît des épreuves du Diplôme National du Brevet (DNB) pour lequel il n'y a plus d'évaluation des prestations physiques .

Par ailleurs, des dispositifs qui apportaient des plus en EPS (3 profs pour 2 classes en natation par exemple) sont remis en cause dans plusieurs établissements.

A l'heure où la santé est un enjeu de société, nous pouvons nous interroger sur le virage pris en EPS avec des programmes vides de sens, s'éloignant des activités physiques et sportives et la disparition d'une épreuve EPS au DNB. Après une réforme des rythmes ayant entraînée une baisse du volume d'EPS en primaire selon l'inspection générale, la boucle est bouclée...

**Notre École, malgré l'investissement de grande qualité de l'ensemble des personnels, n'a plus les moyens de répondre aux difficultés des élèves du XXI<sup>ème</sup> siècle. Les actes terroristes de l'année dernière ont été l'occasion dramatique de rappeler que les principes de la République ne suffisent pas. Leur défense quotidienne tout comme l'apprentissage du langage pour penser ainsi que l'acquisition des savoirs disciplinaires sont indispensables à la formation des citoyens. La FSU continue de porter l'ambition de la réussite pour tous. Des solutions existent, il manque juste le courage de décider de les mettre en œuvre. Au-delà des annonces médiatiques, l'école doit redevenir un investissement d'avenir et non une charge pour la société.**